



CENTRE D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Néolibéralisme, militarisme et paix indésirable

Michel A. BAILLY¹
Chercheur associé au CEREM
2007

Centre d'Études et de Recherche de l'École Militaire

CEREM - Ecole Militaire – 21, place Joffre – 00445 Armées
Tél. : 01 44 42 45 34 - Fax : 01 44 42 43 84
Internet : secretariat.cerems@wanadoo.f

¹ michel.bailly@consultant.com

Néolibéralisme, militarisme et paix indésirable

Résumé / Abstract

Cet article se propose d'examiner les liens entre un néolibéralisme dominant – paradigme de référence aux Etats-Unis et en Europe en dépit de son invalidation théorique pour certaines de ses affirmations dogmatiques et de son inadéquation au monde réel – et la paix globale, bien public collectif universel. Pour assurer la stabilité de l'ordre néolibéral et leur hégémonie, les Etats-Unis font appel au militarisme comme moyen de régulation économique. Nous nous interrogerons à partir du *rapport sur l'utilité des guerres* rendu public par John Kenneth Galbraith sur la notion de guerre comme facteur de progrès et de cohésion sociale. Néolibéralisme et militarisme prennent la forme d'injonctions contradictoires aux USA (Missile Defense et paix positive, guerre permanente et paix impossible) et en Europe (ordre juridique et paix positive, absence d'European Missile Defense et de transition vers une paix perpétuelle). Face à l'accroissement des désordres mondiaux, le militarisme serait un élément de régulation macro-économique dans un processus de destruction profitable.

Neoliberalism and militarism in the galbraithian analysis and thought

This paper aims to examine the bonds between a dominating neoliberalism – paradigm of reference in the United States and in Europe in spite of its theoretical invalidation for some of its dogmatic assertions and its inadequacy to the real world – and world peace, universal collective public property. To ensure the stability of neoliberal order and their hegemony, the United States use militarism as an economic means of regulation. We will question about the concept of war like factor of progress and social cohesion in *Report form Iron Mountain. On the possibility and Desirability of Peace* by John Kenneth Galbraith. Neoliberalism and militarism take the form of contradictory injunctions in USA (Missile Defense and positive peace, permanent war and impossible peace) and in Europe (legal order and positive peace, absence of European Missile Defense and undesirable peace). Face with the increase of world disorders, militarism would be a macroeconomic element of regulation in a process of profitable destruction.

Introduction : De l'utilité des guerres

Cet article se propose d'examiner les liens entre un néolibéralisme dominant² - paradigme de référence aux Etats-Unis et en Europe en dépit de son invalidation théorique pour certaines de ses affirmations dogmatiques et de son inadéquation au monde réel – et la paix globale, bien public collectif universel. Un paradigme dominant de destruction profitable n'est pas obligatoirement légitime quand une de ses composantes, le militarisme, impose et stabilise les deux autres composantes de l'ordre néolibéral sous hégémonie américaine, à savoir la finance et le libre échange. *Le rapport sur l'utilité des guerres* rendu public par John Kenneth Galbraith mettait en avant la notion de guerre comme facteur de progrès et de cohésion sociale : « Le fait d'être toujours prêt à faire la guerre caractérise les systèmes sociaux contemporains d'une manière plus exacte que leurs structures économiques et politiques qui ne sont que des conséquences de ce caractère »³ [...] « La tendance à la guerre a déterminé les critères fondamentaux de valeur dans les arts de création et a fourni leur principale source aux mobiles qui ont conduit au progrès scientifique et technique »⁴. Dans les années soixante, selon cette étude menée aux Etats-Unis par des chercheurs et des stratèges militaires, le militarisme incluant la production d'armement en temps de paix, serait le seul système capable de stabiliser et de contrôler avec efficacité les économies. Pour ces raisons, la paix serait indésirable. Il ne serait pas dans l'intérêt de l'humanité de parvenir à la faire régner. Le militarisme permanent favoriserait la prospérité nationale⁵.

² Néolibéralisme dominant : primauté de la double logique du tout marché et de l'Etat minimal.

³ John Kenneth Galbraith, *la paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann-Lévy, Paris, 1968, pp. 165-166.

⁴ *Idem*, p. 169

⁵ *Idem*, pp. 14 - 15

Considérations théoriques sur le néolibéralisme et le militarisme

La théorie économique tente d'énoncer des lois permettant de mieux comprendre le fonctionnement micro- et macro-économique de notre monde, alors que la fonction de l'idéologie est de générer a priori des représentations politiques et de produire a posteriori des arguments simplistes pour justifier des politiques économiques. John Kenneth Galbraith estime que la distinction entre micro- et macro-économie est de plus en plus difficile à maintenir. Les faits « *enlèvent une grande partie de sa signification à l'une des distinctions courantes en économie : celle qui l'on fait entre la micro-économie ou théorie des prix et du marché, et la macro-économie, ou théorie qui s'intéresse aux ensembles nationaux. Les prix comme la demande globale sont en fin de compte adaptés aux impératifs de la planification de la technostructure* »⁶.

L'économie politique s'intéresse aux lois fondamentales qui gouvernent les manifestations économiques des humains. « *En économie politique, la théorie économique – c'est-à-dire la recherche ou l'explication des facteurs qui régissent les prix, la production et les revenus au niveau des individus, des entreprises et de l'économie dans son ensemble – constitue un premier secteur de spécialisation* »⁷.

Les thèses néolibérales sont dominantes dans les discours des hommes politiques néo-conservateurs européens et américains. Aux Etats-Unis, les fonctions politiques du militarisme méritent une attention toute particulière, non seulement pour la fonction externe de défense du pays, mais aussi notamment en ce qui concerne la fonction politique interne. La guerre a non seulement constitué un élément essentiel de l'existence des nations en tant qu'entités politiques indépendantes, mais elle a également été indispensable à la stabilité intérieure de leurs structures politiques. Sans elle, aucun gouvernement n'a jamais été capable de faire reconnaître sa « légitimité » ou son droit à diriger la société. La possibilité d'une guerre crée le sentiment de contrainte extérieure sans lequel aucun gouvernement ne peut conserver longtemps le pouvoir. L'organisation d'une société en vue de la possibilité de la guerre est la source principale de la stabilité...⁸.

Les théories économiques comme les faits font l'objet d'interprétations. Mais les faits ne sont pas intelligibles en tant que tels : l'échec d'une politique économique peut être attribuée soit à des bases théoriques non validées, soit à des insuffisances dans sa mise en œuvre. « *Les discours dans notre culture sont du vent avec lequel nous remplissons du vide* »⁹. Les discours sont une sacralisation des apparences où le débat se limite par mimétisme à la reproduction des opinions les plus discourues et les plus attendues, la doxa. Le néolibéralisme n'est-il pas devenu la doctrine manipulationniste de la pensée politique simplifiée unique et uniformisée occidentale ? La logique de la simplification se manifeste par la réduction ou l'exclusion de la dimension sociale des rapports de l'homme au travail. Le néolibéralisme est une doctrine disjonctive qui rend impossible de penser la conjonction paradoxale entre des concepts économiques supposés antinomiques.

La théorie libérale est fondée sur le concept moral de justice, qui « *se réfère à des règles morales très précises qui doivent être respectées dans le processus marchand lui-même* »¹⁰. Ces règles sont la condition nécessaire à l'existence de relations individuelles bénéfiques pour tous. Leur respect implique la création de lois et d'un Etat de droit, sans lequel la liberté ne peut être garantie¹¹. Le Keynésianisme et le néolibéralisme sont deux formes de libéralisme. Keynes pourrait être qualifié de libéral modéré. Interventionnisme et libéralisme sont parfaitement compatibles. Adam Smith était considéré par Keynes comme le précurseur de l'école classique. Pour Keynes, l'augmentation des dépenses est un moyen efficace pour relancer l'économie.

Les réductions d'impôts ne peuvent pas avoir cette prétention. Pour limiter les déficits liés aux réductions d'impôts, la France a choisi de limiter globalement ses dépenses en 2004. Cette politique économique ne reposait pas sur des fondements théoriques identifiables et ne peut être qualifiée de Keynésienne, car elle a conduit à une accentuation de la dépression et de la récession économique. La politique de centre droit française n'a aucun rapport avec la philosophie schumpétérienne (la

⁶ John Kenneth Galbraith, *Le nouvel Etat industriel*, Edition Gallimard, NRF 1968, p. 208

⁷ *Idem*, p. 406

⁸ John Kenneth Galbraith, *la paix indésirable ?*, *op. cit.*, pp. 100 - 101

⁹ John Kenneth Galbraith, extrait d'un discours prononcé à Washington, 18 juin 1984

¹⁰ Francisco Vergara, les erreurs et confusions de Louis Dumont, *L'économie politique*, n°11, 3^{ème} trimestre 2001, p. 80

¹¹ Eric Mulot, « *Libéralisme et néolibéralisme : continuité ou rupture ?* », Université de Paris I, 2003

technologie comme accélérateur de croissance) de développement qui permet aux Etats-Unis, tous les 10 ans, de produire un supplément de richesse équivalent au PIB de l'Italie.

Le libéralisme reste toujours une pensée de l'émancipation : émancipation de l'individu par rapport au religieux et au social. Pour Tocqueville, dans un espace « vide et presque sans bornes » apparaît celui de la liberté : liberté métaphysique et liberté politique. La science économique est née, comme toutes les autres sciences, d'une émancipation vis-à-vis de la philosophie et de la morale. Elle s'est construite sur une idée de la scientificité par laquelle le monde pouvait aussi s'écrire et se représenter en langage mathématique.

L'économie doit aussi s'interroger sur sa finalité et ne pas trop restreindre son champ de vision pour expliciter la complexité de la réalité (économie éthique). En devenant une science, l'économie a expulsé l'homme de sa préoccupation. Le prix du marché d'une marchandise ou du travail ne traduit qu'un rapport de force. Le travail est transformé en une marchandise fragilisée par l'augmentation de l'offre destinée à faire diminuer son coût. Le PNB mondial est de plus en plus important, mais il existe de moins en moins de moyens pour financer le social. La dialectique entre capital et travail est toujours d'actualité. Le capitalisme, ne pouvant se passer des êtres humains, souhaite toujours rechercher plus de profit en rémunérant au strict minimum la classe laborieuse. L'ultralibéralisme dans sa marchandisation généralisée et son « *fétichisme de la marchandise* » (Karl Marx) poursuit sa politique de contraintes en opprimant le travail au profit des intérêts du capital. Le règne du capital a d'abord pour premier objectif de faire de l'argent avec de l'argent.

La division internationale du travail est de plus en plus développée car le coût du transport terrestre des marchandises n'est pas réel : non prise en compte du coût des infrastructures routières et des effets externes sur le changement climatique. La diminution des coûts apparents du transport ne permet pas une relocalisation de la production dans les pays développés. A l'époque des unificateurs mercantiles (Smith, Ricardo, Say...) le commerce n'était que marginal.

A contrario, la théorie néolibérale considère généralement l'économie et le politique comme des domaines indépendants mais avec le primat de l'économique. Pour Bernard Guerrien, une assimilation entre théorie néoclassique et théorie néolibérale est erronée, car le néolibéralisme tout comme le libéralisme ne peuvent pas constituer une théorie, mais en serait le résultat ou la conséquence¹². Il y aurait une théorie néoclassique (et classique) et des politiques néolibérales (et libérales) dérivées de ces théories. Les politiques néolibérales sont une expression du pouvoir de la finance : c'est la prééminence des marchés monétaires et financiers. Par principe, le politique est considéré comme un obstacle au fonctionnement du marché.

Les arguments les plus divers sont mis en avant pour justifier les politiques néolibérales. L'économie néolibérale n'est qu'une version plus déshumanisée de l'économie néoclassique qui repose sur plusieurs hypothèses implicites ou explicites communément admises mais dont la pertinence peut être fortement controversée. « *On peut dire d'une hypothèse qu'elle est confirmée simplement s'il ne s'est trouvé personne pour l'invalider* »¹³. Les fondements théoriques et les concepts sous-jacents au néolibéralisme sont-ils toujours aussi pertinents ou ne sont-ils que des opinions mises en avant depuis un quart de siècle ?

Revisitons d'abord quelques unes de ces hypothèses fondamentales de la science économique et procédons si nécessaire par une invalidation graduelle de certaines d'entre-elles du décalogue suivant :

1. Tous les consommateurs agissent égoïstement en vue de satisfaire leurs besoins
2. Le consommateur est roi
3. L'individu consommateur est inassouvi dans ses besoins
4. Tous les consommateurs ont des préférences et peuvent les classer par ordre de priorité
5. L'homme est naturellement agressif plutôt que coopératif
6. L'homme doit souvent faire des choix et prendre des décisions
7. L'homme recherche constamment l'optimisation de ses gains pour son bien être
8. Plus un individu possède d'un bien, moins il en apprécie l'augmentation quantitative (loi de l'utilité marginale décroissante)
9. Tous les individus cherchent à maximiser leur profit et leurs gains

¹² Bernard Guerrien, *La théorie économique néoclassique, Tome I : Microéconomie*, La découverte, Paris, 1999, p. 5

¹³ F. Machlup, The Problem of Verification in Economics, *Southern Economic Journal*, n°22, 1955, p.5

10. Le droit à la propriété privée et à la sécurité

Les hypothèses (1) et (8) semblent acceptables en première analyse en référence au paradigme dominant individualiste et utilitariste. Cette conception du lien social considère comme sujet l'individu (et pas les groupes) et postule les comportements individuels comme nécessairement intéressés et égoïstes. Les sociétés de surconsommation de masse sont le lieu privilégié d'une explosion des intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général et d'une affirmation croissante des revendications identitaires au détriment des valeurs universelles. Mais les autres présupposés doivent être remis en cause. Le consommateur est-il toujours souverain (2) quand il n'est que le dernier maillon de la chaîne marketing – production – distribution – consommation, sur laquelle il n'a qu'une faible emprise. Ce ne sont pas les consommateurs qui déterminent ce qui sera produit en fonction de leurs besoins intrinsèques, mais les *marketeurs*, les producteurs et les distributeurs qui créent le besoin et le produit. John Kenneth Galbraith a mis en avant cet aspect du capitalisme qu'il nomme la « filière inversée ». Il fait remarquer que grâce à la publicité les entreprises échappent aux lois du marché en créant une demande artificielle pour leurs produits et services. La publicité a pour premier objectif de créer tout simplement le besoin de consommer quand il n'existe pas. On ne peut que constater la contradiction fondamentale entre le pouvoir supposé du consommateur, développé par la théorie néoclassique en micro-économie (comportement des agents économiques individuels) et le pouvoir réel du producteur.

Si l'individu consommateur est insatiable dans ses besoins (3), cela signifie une forme d'illimitation du désir de consommation. Ce désir d'expansion illimitée est une forme d'aliénation qui ne permettrait pas de s'autolimiter individuellement et collectivement, conditions fondamentales pour bâtir une société libre. L'autolimitation individuelle et collective suppose une réflexion approfondie sur soi. Poser des limites, ce n'est pas interdire au sens répressif. « *La liberté, c'est l'activité. Et c'est une activité qui en même temps s'autolimite, c'est-à-dire sait qu'elle peut tout faire mais qu'elle ne doit pas tout faire. C'est cela le grand problème, pour moi, de la démocratie et de l'individualisme* »¹⁴. L'insatiabilité n'existait pas dans les sociétés primitives. Ce n'est donc pas du domaine de l'inné, mais un acquis de la société de surconsommation.

Il est reconnu que tous les consommateurs ont des préférences mais la plupart d'entre eux ne sont pas capables de classer leurs préférences par ordre de priorité (4). Le consommateur peut préférer un produit A à un produit B et un produit B à C, mais non A à C. La primauté du critère de prix par rapport au besoin, est trop souvent prise en compte pour justifier un choix. Les besoins objectifs des individus ne sont pas pris en compte dans les courbes d'indifférence, ce qui entraîne que celles-ci n'ont pratiquement aucun rapport avec les situations réelles. Et pourtant les fonctions d'utilité reposent sur les courbes d'indifférence.

Si l'homme est naturellement agressif plutôt que coopératif (5), c'est accepter la relativité de la distinction ami-ennemi et s'est se résigner à la généralisation du déchaînement des rivalités et de la violence relationnelle dans un contexte d'illimitation de la compétition entre les individus. C'est une absence d'autolimitation de l'homme dans son désir d'assujettissement de ses semblables et donc de son désir de pouvoir. « *Notre individualisme est un mensonge, ce n'est pas une valeur, [...] la recherche de l'autonomie et de la différence précipite les hommes dans le maelström de la violence* »¹⁵. Seule la fraternité remet l'homme au centre des systèmes sociaux par une approche plus humaniste de l'économie. Toute vie en société exige un niveau élevé d'altruisme et de coopération.

L'homme a-t-il toujours la capacité de faire des choix libres et de prendre des décisions (6) dans un univers contraignant où les choix sont limités par de multiples contraintes (cognitives, affectives, organisationnelles et économiques) ? L'individu consommateur peut toujours rechercher la meilleure solution et la meilleure décision à tout problème mais il est incapable de l'optimiser. Sa liberté et son niveau d'information sont trop limités pour qu'il y parvienne. Dans un contexte de *rationalité limitée*, il décide de façon séquentielle et opte, pour chaque problème qu'il a à résoudre, pour la solution qui correspond à un seuil minimal de satisfaction¹⁶.

¹⁴ C. Castoriadis, *Post-scriptum sur l'insignifiance*, Paris, Editions de l'aube, 1998, p. 34-36

¹⁵ Jean Pierre Dupuy, *L'économie : une éthique scientifique*, 1979, p. 128

¹⁶ J.G. March et H.A. Simon, *Organizations*, Wiley, New York, 1958

L'homme en position de décideur chercherait constamment l'optimum de ses gains (7) et (9), mais dans la réalité opératoire il n'a pas cette possibilité : la solution optimum dans l'absolu est hors de sa portée. Il recherchera au mieux la solution la plus rationnelle. L'homme en position de décideur n'ayant pas une structure cognitive optimisante (*optimizing*), recherche d'abord la satisfaction (*satisfying*). Pour comprendre le choix d'une décision a posteriori, il faut d'abord définir les options a priori qui se présenteraient séquentiellement et analyser les critères utilisés consciemment ou inconsciemment pour refuser ou accepter ses options.

Cette forme de rationalité limitée rend mieux compte cognitivement de la réalité du choix. Ce qui est considéré comme strictement rationnel aux USA, est considéré comme relativement rationnel en Europe et ne le sera pas au Moyen Orient.

Le droit à la sécurité (10) s'impose comme la fonction régaliennne par excellence (Homeland Defense aux USA). Le *welfarestate* ne suffit plus dans sa dimension socio-économique de satisfaction des besoins primaires (croissance, confort, éducation). *A contrario*, le besoin de sécurité s'impose comme primordial. La fonction de sécurité se traduit par la capacité de l'Etat à assurer ou non la sécurité des biens et des personnes.

Un deuxième groupe de critiques concerne les postulats explicitement formulés dans l'économie capitaliste ainsi que le cadre général dans lequel ce décalogue d'hypothèses comportementales est décrit. A l'origine du libéralisme, il y a les concepts *de libre marché, de libre échange, et de liberté individuelle*. Dès le XVIIIème siècle, Adam Smith, père du capitalisme et de la science économique, a introduit la thèse de l'efficacité du mécanisme concurrentiel et soutenu que le marché était le mécanisme de régulation universel. Le libre marché, un des fondements du libéralisme, s'est transformé aujourd'hui en un marché totalement libre sans aucun contrôle. C'est la loi du plus puissant qui fait autorité. Le marché financier ultra libre n'a aucun égard pour les plus faibles. Il oriente notre société vers un darwinisme social : « Seuls les plus aptes survivent et méritent la survie ». La finance concentre un pouvoir devenu illimité et arbitraire dans quelques institutions internationales radicalement coupées de la société. Le peuple n'est plus souverain. Plusieurs secteurs de l'économie occidentale sont contrôlés directement ou indirectement par quelques entreprises transnationales, organisées en oligopoles mondiaux et en monopoles nationaux. Ces méga-entreprises se situent au dessus des Etats nations, opérant au niveau global (*globalization*). La principale caractéristique de l'économie néolibérale n'est plus la libre entreprise (polypole) mais bien la concentration (oligopole). Elles dictent aux Etats nations leurs politiques économiques. Elles ont de fait une capacité d'influence et un pouvoir supérieur à chaque Etat nation. « *Il s'agit d'une politique qui vise à conférer une emprise fatale aux forces économiques en les libérant de tout contrôle et de toute contrainte en même temps qu'à obtenir la soumission des gouvernements et des citoyens aux forces économiques et sociales ainsi libérées [...] Tout ce que l'on décrit sous le nom à la fois descriptif et nominatif de « mondialisation » est l'effet non d'une fatalité économique mais d'une politique, consciente et délibérée, celle qui a conduit les gouvernements libéraux, ou même socio démocrates d'un ensemble de pays économiquement avancés à se déposséder du pouvoir de contrôler les forces économiques [...] Il en va de même de ces grands organismes internationaux, comme l'OMC [...] qui sont en mesure d'imposer, par les voies les plus diverses, juridiques notamment, leurs volontés aux Etats* »¹⁷. Dans la phase contemporaine du capitalisme, qu'est le néolibéralisme, le libre marché n'existe plus. L'histoire montre que la main invisible seule n'a pas la possibilité d'ordonner le marché. Pour sauver le capitalisme, John Maynard Keynes a donc proposé des interventions étatiques comme mécanisme complémentaire de régulation du marché. Dans cet esprit, Franklin D. Roosevelt proposa le *New Deal* au peuple américain suite à la crise de 1929. Ceci démontre que le marché ne peut être économe et qu'il ne doit pas bénéficier d'un *laissez faire* généralisé.

Parmi les interventions étatiques, le Keynésianisme militaire est un moyen efficace de lutter contre les récessions. Les dépenses militaires, étant soumises à des décisions discrétionnaires de l'Etat, offrent un amortisseur permettant de compenser les contractions susceptibles de se produire dans le secteur privé. Cette fonction de compensation, complètement réalisée par les dépenses militaires, ne serait que partiellement remplie par les autres dépenses publiques, notamment les programmes sociaux, du fait que ces programmes deviennent normalement des activités régulières et ne sont plus dès lors sujets à un contrôle discrétionnaire.

¹⁷ Pierre Bourdieu, *Contre la politique de dépolitisation, Contre feu II*, Editions Raisons d'agir, Paris 2001

Au-delà de sa fonction de « gaspillage », la guerre, explique ensuite ce rapport sur l'utilité des guerres, exerce un effet stimulant de premier plan sur les progrès industriels, sur la croissance du PNB, l'emploi, etc... Elle agit comme « *stimulant du métabolisme national* ». [...] « *Aucun ensemble de techniques destinées à garder le contrôle de l'emploi, de la production et de la consommation n'a encore été essayé qui puisse être, de loin, comparable à son efficacité* »¹⁸. Mais les pays pauvres dépensent proportionnellement plus pour l'armement que les pays riches. Une trop forte disproportion entre ses dépenses et la richesse nationale (modèle nord coréen) entraîne des mécontentements sociaux à l'intérieur et à l'extérieur un aventurisme politique déstabilisateur pour les autres Etats.

L'Etat doit donc intervenir par des politiques économiques et sociales adaptées en soutenant la demande pour corriger les imperfections du marché. A partir de 1969, l'Ecole monétariste de Chicago dont les théoriciens sont Friedrich von Hayek et Milton Friedman soutiennent la thèse que l'Etat doit se mettre complètement au service du capital financier. C'est l'avènement du néolibéralisme qui se caractérise par le passage du capitalisme industriel des Etats Nations au capitalisme financier globalisé qui échappe à tout contrôle des gouvernements représentatifs. George Stigler, économiste de l'école de Chicago, présentait toute forme de réglementation gouvernementale comme une marchandise achetée par des agents recherchant une protection contre la concurrence. Mais la Cour Suprême des Etats-Unis abandonna une réglementation anti-trust trop contraignante vis-à-vis des industries de défense. Le néolibéralisme avec son internationalisation du capital posait le problème de la concurrence au niveau mondial.

Aucune réglementation n'a été envisagée au plan mondial, car les grandes firmes américaines souhaitent acquérir une taille suffisante pour rivaliser et être en position de domination par rapport aux entreprises européennes par exemple. Le dogme néolibéral de la mondialisation a été formulé en 1990 par l'économiste John Williamson, sous l'appellation du « consensus de Washington ». Il repose sur sept principes : discipline fiscale (équilibre budgétaire et baisse des prélèvements fiscaux) ; libéralisation commerciale (suppression des protections douanières) ; ouverture totale des économies à l'investissement direct ; privatisation de l'ensemble des entreprises ; dérégulation (élimination de tous les obstacles à la concurrence) ; protection totale des droits de propriété intellectuelle des multinationales. Et puis, progressivement la relation entre politique et marché est entrée en déséquilibre mondialement.

Néolibéralisme européen versus néo militarisme américain

En Europe, les gouvernements semblent convaincus qu'il faut laisser agir la *main invisible*, seule force organisatrice du marché par des élargissements successifs sans approfondissement et sans s'interroger sur sa capacité d'absorption. L'histoire économique nous a pourtant démontré que l'état d'équilibre permanent et universel n'existait pas (grandes crises et récessions). L'UE voit son ambition limitée à la création d'une zone géographique de consommation et de prospérité partagée. L'ordre peut être obtenu sans planificateur politique et sans outil militaire commun autre que symbolique.

L'Europe n'a eu qu'un seul objectif : bâtir un grand marché intérieur de près d'un demi milliard de consommateurs. La perspective d'adhésion à l'UE a fonctionné comme un accélérateur démocratique, vers un ensemble largement indéfini. Les Européens ne constituent pas un peuple, ni une nation. L'UE n'est qu'un processus historique d'apprentissage de l'eupéanisation, qui incite chaque pays membre à adhérer par intérêt personnel sans conduire à l'intérêt de tous. Les élargissements successifs (de la CEE à l'UE élargie à 25, puis à 27 en 2007) ont été réalisés sans adaptation institutionnelle significative et sans adaptation du modèle de gouvernance qui a été conçu en 1957 pour six Etats membres. La première conséquence est la diminution du potentiel de croissance de l'Union Européenne après ces élargissements. L'Union Européenne devrait plafonner à un niveau de 2 % de croissance alors que celui des Etats-Unis sera de 4 %. Plus l'Union s'élargit, plus les avantages dont bénéficient ses membres s'amenuisent. Le grand marché européen, certes, favorise les regroupements entre firmes, rationalise les tâches à l'échelle du continent européen, et utilise les technologies existantes sur le territoire le plus vaste possible. L'UE est devenue la zone économique la plus vaste du monde. L'Union Européenne est fascinée par l'expansion de son futur marché intérieur mais elle doit adapter sa politique de la concurrence pour faire émerger de très grandes entreprises monopolistiques européennes (ne plus s'opposer aux fusions intra-européennes sous

¹⁸ John Kenneth Galbraith, *La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann-Lévy, Paris, 1968, pp. 95-98

prétexte d'une situation de monopole qui serait préjudiciable aux consommateurs européens) capables de rivaliser avec leurs homologues américaines.

Le système s'autorégulerait naturellement. L'Union Européenne est un système complexe au sein duquel chacun des sous-systèmes, les Etats membres, ne sont pas subordonnés par une relation d'autorité à un gouvernement européen. Il n'y aura pas de puissance résultante de l'Union Européenne sans une autorité politique unique, un Président Européen, s'exprimant d'une seule voix au nom du système considéré, qui assumerait la stabilité de l'environnement par le militaire pour éviter le chaos. Seul une centralisation du pouvoir politique pourrait permettre à l'Union d'avoir une croissance économique significative et de ne pas devenir ingérable. Seule une Union Européenne dotée d'une capacité réelle d'action politique serait à même d'influer sur l'économie mondiale. De la somme des puissances individuelles des Etats membres ne résulte qu'une puissance collective symbolique. Les Européens sont dans l'incapacité de présenter vers l'extérieur un front uni. Les décideurs politiques ne raisonnent pas suffisamment dans une perspective synoptique en recherchant une solution optimale à tout problème. Dans un contexte de surplus d'informations non pertinentes et d'accès à de multiples avis contradictoires, les décideurs politiques européens recherchent de préférence de façon séquentielle pour chaque problème à résoudre, la solution correspondant à un seuil minimal de satisfaction à court terme. C'est une forme de *rationalité plus que limitée* qui les anime dans une sphère publique européenne inexistante. L'économie néolibérale européenne n'est pas un système qui s'autorégule même avec des règles imposées comme les critères de convergence de Maastricht. C'est une zone de libre-échange où la concurrence est ultra-libre et faussée par le dumping social et fiscal. Le néolibéralisme est une forme de souveraineté illimitée de l'économie sur le politique. Le vrai pouvoir, c'est le pouvoir financier à travers des institutions comme le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Centrale Européenne (BCE), et l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Il faut nous désintoxiquer de cette prophétie auto-réalisatrice, de ce dogme et penser l'économie autrement.

Il en résulte que l'UE, dépourvue d'un chef politique unique et donc de la possibilité d'utilisation de moyens militaires en temps réel, est une forme de structuration incrémentale complexe (toujours plus d'Etats membres) aboutissant à un modèle émulsionnaire (L'Union Européenne) d'ordre supposé à partir du désordre individuel de ses Etats membres.

Le principe d'ordre collectif à partir du désordre individuel a toujours occupé une place centrale dans la pensée libérale et économique. Selon Adam Smith, une main invisible organisatrice du marché, guiderait tous les individus compétiteurs vers l'intérêt général, quand ils croient seulement poursuivre leur intérêt particulier en recherchant le plus grand avantage matériel. En 2003, sous la pression des événements (National Missile Defense, conséquences du 11 septembre 2001, deuxième guerre en Irak, projet de constitution européenne, Joint Strike Fighter-F35, 11 mars 2004,...) les dirigeants politiques des Etats membres se sont repliés sur leur périmètre national de responsabilité, en laissant une situation atomisée où le sens global de l'action collective, en faveur de la construction européenne, s'est perdu. Les dirigeants européens ont été plus aptes à créer des dissensus qu'à décider et à agir ensemble, tout en perdant de vue l'âme de la construction européenne qui réside dans le partage et la solidarité. Ce qui peut sauver les Européens c'est la « *ruse de la raison* » (Hégel). Les Etats Européens sont ainsi faits que leur comportement individuel spontané, qu'on dirait égoïste (pas d'accord sur la Constitution Européenne intergouvernementaliste), concrétise sans même qu'ils le sachent leurs instincts altruistes de coopération pour déboucher vraisemblablement sur un accord retentissant à partir d'un nouveau projet de Constitution Européenne soumis à référendum commun à toute l'Europe en 2009, après le double non des Français et des Néerlandais. C'est une erreur très grave à court terme de vouloir opposer les intérêts particuliers des Etats à l'intérêt général de l'Union Européenne. Et pourtant, sans en avoir conscience, « *chacun va au bine commun, croyant aller à ses intérêts particuliers* »¹⁹. Le projet de Constitution Européenne introduit une clause de solidarité prévoyant une assistance aux Etats membres, notamment en cas d'attaque terroriste (articles I-42 et III-231). Mais cette clause de solidarité n'est pas une clause de défense mutuelle, qui seule pourrait avoir un effet dissuasif et garantir la paix en Europe. L'Union Européenne ne semble toujours pas croire que la métaphore de la main invisible doit être complétée par celle du poing visible ou main très visible. Thomas Friedman, analyste et chroniqueur au New York Times affirme que : « *La main invisible du marché ne peut fonctionner sans un poing caché – Mc Donald's ne peut prospérer sans McDonald Douglas, qui construit les F-15. Et le poing caché qui rend le monde sûr pour les*

¹⁹ Montesquieu, *De l'esprit des lois*, livre III, chapitre 7, 1748

technologies de la Silicon Valley s'appelle l'armée, la force aérienne, la force navale et les Marines des Etats-Unis »²⁰. Le libre échange et la mondialisation ne vont donc pas naturellement de pair avec la liberté et la démocratie. La logique de libéralisation économique ou du libre marché exige en contre partie le développement d'une militarisation de plus en plus prégnante pour faire face simultanément aux désordres extérieur et intérieur.

L'Europe contemporaine s'est insuffisamment imprégnée du modèle universel schumpétérien pour accélérer sa croissance économique qui seule lui confèrera de futurs avantages politico-militaires. Le projet de constitution n'autorise pas le choix entre des politiques économiques différentes. Il dogmatise le caractère monétariste et ultralibéral des politiques nationales de plusieurs Etats membres (interdiction de toute restriction aux mouvements de capitaux, indépendance de la Banque Centrale Européenne qui est un simple relais du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, affirmation que le libre échange correspond à « l'intérêt commun », primat de la « concurrence libre et non faussée » sur tout autre norme, subordination des services dits « d'intérêt général » aux règles communautaires...). La Banque Centrale Européenne (BCE) a pour unique mission la lutte contre l'inflation (Traité de Maastricht) sans impératif de croissance. En France, quand la conjoncture est bonne, les gouvernements augmentent les dépenses au lieu de réduire les déficits publics et quand la croissance est faible, on baisse les impôts. La France a la caractéristique de bâtir trop souvent ses budgets sur des hypothèses de croissance imaginaires tout en attendant en permanence le redémarrage de l'économie américaine. Cet optimisme démesuré inhibe toute forme d'action en profondeur.

Aux Etats-Unis, l'administration américaine laisse aussi agir les forces du marché mais sans oublier d'orienter la politique économique. En d'autres termes, c'est la politique qui dirige l'économie et le militaire. Aux Etats-Unis la militarisation de l'économie progresse plus rapidement sous l'impulsion du Président George W. Bush que sous la présidence de William Clinton. L'économie s'articule autour de systèmes technologiques complexes issus d'une demande militaire croissante. C'est une production massive de biens de destructions qui implique une technostructure monopsonique, le Département of Defense (DoD), capable directement ou indirectement de contrôler et de coordonner tous les moyens de recherche et industriel par un management étatique centralisé. Ce lien entre le capital et le Pentagone a été analysé par S. Melman : « *Le gouvernement fédéral ne sert pas l'industrie, pas plus qu'il ne la régleme puisque ce département est plus puissant que lui. Le gouvernement c'est l'industrie. On a affaire à un capitalisme d'Etat (State capitalism)* »²¹. Melman a insisté sur les effets de ponction exercés par les dépenses de défense sur les ressources productives et le personnel qualifié. Ces ponctions étaient qualifiées de « parasitaires ». Les dirigeants du complexe militaro-industriel sont directement ou indirectement au cœur du département de la défense. S. Melman qualifiait de State management cette réalité.

La production intensive de systèmes d'armes aux Etats-Unis, constitue le prolongement naturel du renforcement de la fonction militaire dans l'économie industrielle américaine. C'est un méta-système productif où les relations marchandes et non marchandes entre les agents (le Pentagone et les industriels) sont organisées sans concurrence frontale (absence de conflits d'intérêts et des forces du marché) pour que chacun des cinq grands groupes d'armement bénéficie de programmes structurants majeurs. Le processus des méga-fusions dans l'industrie de défense et dans l'aéronautique américaine s'est réalisé sous la pression de fonds de pension attirés par un secteur rentable. Les valeurs boursières du secteur de la défense bénéficient des conflits récents ou en cours. De plus, le méta-système de production se développe avec peu de contrôle extérieur, car la finalité est la construction d'un puissant outil au service de l'Etat. L'Etat détient et exerce toujours le monopole de la violence légitime : « *Concevoir l'Etat contemporain comme un communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé [...], revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime* »²². En novembre 2003, il apparaît que ce monopole est loin d'être acquis par les Etats-Unis. La violence est partagée avec les organisations infra-étatiques. La mondialisation de l'économie n'a pas remis en cause la territorialité de l'industrie d'armements aux Etats-Unis, dont les firmes dominantes sont présentes dans tous les Etats. L'implantation des principaux sites industriels d'intégration des systèmes composant la Missile Defense en est une illustration.

²⁰ Thomas Friedman, *The Lexus and the Olive Tree*, Farrar, Strauss and Giroux, New York, 1999, pp. 372-373

²¹ S. Melman, *Pentagon Capitalism*, McGraw Hill, 1970

²² Max Weber, *Le Savant et le politique*, Paris, Plon, 1959

Hirschman suggère que l'action de l'homme ne doit pas être seulement guidée par une main invisible, mais il aurait aussi besoin d'une main cachante²³, sans laquelle il ne réussirait pas à entreprendre de grands projets et n'apprendrait rien. Pour apprendre, il faut d'abord agir sans tout connaître, donc prendre un risque qu'un calcul strict des coûts et des avantages rendrait impossible. C'est une rationalité a posteriori. Le bouclier antimissile américain (Missile Defense) en est un excellent exemple.

Aaron Wildavsky a montré que la mesure des coûts avantages était une méthode qui tendait inévitablement au réductionnisme²⁴. On peut donc légitimement se poser la question : le modèle américain néolibéral est-il intégriste ? Edward N. Luttwak s'interroge sur les liens de causalité directe ou indirecte qui peuvent exister entre la généralisation mondiale du libéralisme économique et le développement de l'intégrisme islamiste²⁵.

Cet auteur rappelle les règles suivantes basées sur des valeurs calvinistes :

- La réussite matérielle est vertueuse et considérée comme un accomplissement moral. Celui qui s'est donné de la peine pour devenir riche est admiré et respecté pour son effort et pour sa réussite et se voit même conférer une certaine forme de sagesse et de savoir. Sa richesse doit financer les bonnes œuvres (caritatives, écologiques et politiques) plutôt que de passer par héritage à sa descendance.
- La pauvreté ne résulte ni de la malchance ni de l'injustice mais d'une disgrâce divine. Les « perdants » (losers), dans leur grande majorité les membres des classes moyennes, qui se considèrent comme tels, n'en veulent qu'à eux-mêmes et non au système ou aux nantis (les gagnants). Leur culpabilité est grande et leur estime de soi très faible.

Selon l'essayiste nord-américain Francis Fukuyama, il n'y aurait plus d'alternative au capitalisme (fin de l'histoire ?). Dès l'été 1989, il annonce la fin de l'histoire entendue comme « *la fin de l'évolution idéologique de l'humanité et l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme forme finale de gouvernement humain* ».

Nous serons pourtant tous confrontés au défi de la mondialisation qui pose le problème d'une gouvernance mondiale pour faire face aux inégalités de développement. Le capitalisme peut survivre du fait même des modes de régulation : combinaison d'un régime d'accumulation (façon dont s'organise l'accumulation du capital, son financement et le degré de concentration des entreprises) et de formes institutionnelles (codification des rapports sociaux fondamentaux : rapport salarial, contraintes monétaires, intervention de l'Etat). La régulation prend la forme de crises périodiques qui permettent par dévalorisation d'une partie du capital et par une baisse des salaires d'augmenter le profit. La régulation se réalise par le biais de la politique macroéconomique de l'Etat. La période 1975 – 2000 marque l'épuisement du mode de régulation monopoliste institutionnalisé pour laisser progressivement une place de plus en plus importante au nouveau régime de globalisation caractérisé par l'importance de la finance (nouveau capitalisme supporté par les grandes banques internationales).

Le rythme des mutations s'est à ce point accéléré que ce qui s'accomplissait autrefois en une ou deux générations se produit maintenant en quelques années. Edward N. Luttwak n'hésite pas à écrire que : « *L'Amérique s'est ainsi concocté un substitut sophistiqué au fascisme qui fonctionne selon des modalités démocratiques et n'est entaché ni de motivations racistes, ni d'attitudes belliqueuses. [...] Marché libre et société moins libre sont deux notions inséparables* ».

Dans la pratique quotidienne, les Etats-Unis préfèrent s'entourer d'Etats complices ou sous-traitants faisant allégeance à la superpuissance états-unienne pour s'assurer une hégémonie mondiale.

Dans son manifeste de philosophie politique, *Capitalisme et liberté*, Milton Friedman, l'un des principaux inspirateurs du néolibéralisme, affirmait que : « *L'histoire témoigne sans équivoque de la relation qui unit liberté politique et marché libre. Je ne connais, dans le temps ou dans l'espace, aucun*

²³ A la *Hidden Hand* d'Adam Smith, A. Hirschman oppose la *Hidding Hand*. Hirschman A., *Development project observed*, Brookings Institution, Washington, 1967

²⁴ A. Wildavsky, *Révolt against the masses and other essays on politics and public policies*, Basic Books, New York, 1971 et A. Wildavsky et H. Pressman, *Implementation*, University of California Press, Berkeley, 1974.

²⁵ Edward N. Luttwak, *le Turbo-Capitalisme*, Odile Jacob, 1999

exemple de société qui, caractérisée par une large mesure de liberté politique, n'ait pas aussi recouru, pour organiser son activité économique, à quelque chose de comparable au marché libre »²⁶.

En guise de conclusion : vers une paix indésirable ?

Depuis 2001, sous l'impulsion de Georges W. Bush, le budget de la défense a régulièrement augmenté pour combattre la récession économique accentuée par les attentats du 11 septembre 2001. Chaque conflit armé par la destruction de valeur qu'il entraîne crée les conditions d'une reprise de l'activité économique. Les dépenses de défense agissent en tant que stimulant de la demande globale. Toute intervention étatique en faveur d'une augmentation des dépenses militaires se développe paradoxalement hors marché, mais avec l'objectif de renforcer l'économie de marché. La guerre contre le terrorisme et les interventions militaires successives (Afghanistan, Irak) permettent de justifier une forte augmentation des dépenses de défense (économie de guerre). L'économiste John Kenneth Galbraith a rendu public un rapport – intitulé *Report from Mountain*²⁷. *On the possibility and desirability of peace* – où l'utilité des guerres est démontrée. La guerre serait le seul système digne de confiance pour « stabiliser et contrôler » les économies. Elle est aussi la principale source de l'autorité politique qui renforce la cohésion interne des gouvernements nationaux. Le Président George W. Bush, dans son *Discours sur l'Etat de l'Union*, prononcé devant le Congrès des Etats-Unis le 29 Janvier 2002, illustre les vertus domestiques de la guerre : « *Notre pays est en guerre, notre économie en récession... Pourtant, l'Etat de notre Union n'a jamais été aussi solide* ». Elle est « *la motivation fondamentale et la source des progrès scientifiques et techniques* ».

L'occident néolibéralisé se dirige vers une indifférenciation croissante avec le libre échange comme idéologie, la monnaie comme religion, la consommation comme thérapie et le militarisme comme garant de la stabilité du néolibéralisme. Sous la contrainte du militarisme, les USA souhaitent exporter sur tous les continents, une réplique à l'identique du modèle états-unien en oubliant « *la prodigieuse hétérogénéité de la matière vivante à des mutations accidentelles due au hasard. Il n'est donc pas étonnant que le plus grand nombre d'entre eux (les scientifiques et les politiques) aient adhéré aux dogmes éthiques à finalité d'égalité homogénéisante des hommes faute d'avoir compris l'hétérogénéité fondamentale de la vie* »²⁸.

Dans les sociétés modernes de démocratie avancée, le système social fondé sur la guerre a procuré aux chefs politiques une autre fonction politico-économique d'une importance qui ne cesse de grandir : ce système a été utilisé comme la dernière sauvegarde contre l'élimination de classes sociales nécessaires...

Le maintien du système fondé sur la guerre doit être assuré, quand ce ne serait que pour la seule raison, sans parler des autres, qu'il permet de conserver, en qualité et en quantité, les pauvres dont une société a besoin aussi bien à titre de stimulant que pour maintenir la stabilité intérieure de l'organisme qui assure son pouvoir²⁹.

Les Etats-Unis ont intégré le concept « d'Etat virtuel » qui cherche non seulement à contrôler le capital et le travail, mais à maîtriser l'information et la connaissance alors que l'Union européenne n'est que sur le chemin de l'intégration du triptyque politico-militaire, économique (hard power) et culturelle (soft power). Le capitalisme industriel laisse sa place aux Etats-Unis à un capitalisme technologico-scientifique et financier. Selon Fukuyama l'évolution économique devait aboutir à la fin des affrontements. Il n'est pas certain que la démocratie américaine et que la mondialisation règneront sur la planète pour toujours. Fukuyama n'a vu qu'une potentialité dans l'internationalisation, alors que Jean Jaurès y voyait aussi la possibilité d'exporter à travers le monde les instruments et les moyens de la guerre. Après deux suicides collectifs sur son territoire, l'Europe ne devrait plus croire à une mondialisation idyllique. Même les peuples les plus éduqués peuvent retourner à la violence. Voir son semblable dans l'autre reste une utopie. Les Etats « défaillants » (Failed States) se répartissent partout dans le monde, y compris aux portes de l'Europe élargie. Ils se caractérisent par un affaiblissement de l'Etat qui n'a plus le monopole de la violence organisée. Ils ne sont plus en mesure

²⁶ Milton Friedman, *Capitalisme et liberté*, 1962.

²⁷ Iron Mountain est le nom d'un abri nucléaire situé dans l'Etat de New York dans lequel se sont réunis un groupe d'experts qui a écrit un rapport désigné sous le nom *Report From Iron Mountain. On the possibility and desirability of peace*. Ce rapport a été publié sous le titre *La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann-Lévy, Paris, 1968.

²⁸ S. Lupasco, *Les trois matières*, Editions Cohérence, Paris, 1979, p. 15

²⁹ John Kenneth Galbraith, *la paix indésirable ?*, op. cit., pp. 102-103

d'assurer le maintien de l'ordre public ou le fonctionnement de services publics régaliens. Les Etats défaillants favorisent l'émergence de l'hyper-terrorisme. L'Union Européenne devrait consacrer des moyens suffisants à sa sécurité et à sa défense pour avoir la capacité de mener une guerre high-tech de type post-héroïque (guerre propre avec des effets collatéraux réduits). L'histoire du monde à venir est indéterminée. Il faut refuser avec force la perspective de la fin de l'Histoire car c'est penser à la non possibilité de tout conflit majeur. L'heure n'est pas à la déresponsabilisation face à l'évolution des nouvelles menaces. Les hommes ne renonceront pas définitivement à la violence. Avec humour, Woody Allen, nous rappelle que la cohabitation peut toujours se faire entre le loup et l'agneau, mais il faut changer d'agneau tous les matins. L'accomplissement de la raison dans l'Histoire n'est pas pour demain. Le principe de responsabilité doit effacer les principes utopiques et idylliques. Les citoyens de l'Europe doivent déjà s'émanciper à l'égard de toutes les croyances radicales et favoriser un nouveau messianisme technologico-scientifique européen, garant de notre liberté, de notre survie et de la paix. L'Union européenne ne peut pas se contenter de déclarations creuses sur le processus de Lisbonne supposé faire de l'Europe en 2010 l'économie la plus compétitive du monde, sur les droits de l'homme et le droit humanitaire. Elles ne dépassent jamais le stade des bonnes intentions. Chaque fois que les dirigeants européens se rencontrent, ils évitent les sujets qui divisent, comme l'avenir du Traité Constitutionnel ou la mise en œuvre de projets concrets comme une défense antimissile européenne (EMD). Elle aurait pour vertu de rendre plus désirable et possible la paix sur terre à très long terme, en assurant une transition raisonnable vers une élimination complète des armes nucléaires vers 2050. Les cinq grandes puissances nucléaires pourraient ainsi être en conformité avec le contenu de l'article IV du Traité de non-prolifération (TNP) : « Chacune des parties au traité s'engage de bonne foi à des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements à une date rapprochée et au désarmement nucléaire ... ».

L'élite américaine convaincue d'avoir trouvé la formule gagnante, veut la répandre sur l'ensemble de la planète pour le bien de l'humanité, sans prendre conscience que tous les pays ne disposent pas du même système juridique de freinage des abus ni surtout de l'esprit calviniste qui fait accepter le système par la grande majorité de la population. Le capitalisme est sorti vainqueur du socialisme avec l'effondrement de l'Union Soviétique et du communisme. Même la Chine semi-communiste, qui s'était convertie au socialisme de marché dans un premier temps, devient de plus en plus capitaliste. La profondeur du réservoir de main-d'œuvre de la Chine protège le monde occidental de l'inflation des salaires et des prix, même avec une hausse de 50% du prix du pétrole sans choc pétrolier. La composante travail sert de variable d'ajustement. Le capitalisme ou économie de profits est devenu sans rival même avec toutes ses imperfections y compris dans les démocraties (égalité des droits théoriques mais inégalités matérielle et sociale criantes). Il résiste à toutes les critiques. Pour les marxistes et léninistes, le capitalisme ne survivra pas car il est source d'inégalités qui se généraliseront à l'échelle de toute la planète (capitalisme mondial). Mais le capitalisme ne peut survivre et se généraliser que s'il est régulé (thèse sociale-démocrate). Force est de constater, qu'au-delà de ses imperfections, de plus en plus d'individus sur la planète bénéficient du capitalisme (thèse libérale). Le système capitaliste reste le meilleur moyen de créer de la richesse inégalitaire.

Dans l'économie mondialisée, Robert Reich, économiste et ancien ministre du travail de Bill Clinton, considère que l'extension de la sphère marchande à l'échelle de la planète remet en cause le concept d'économie nationale et rend obsolètes les particularismes nationaux du capitalisme. Du statut de puissance référente, les Etats-Unis ont pour objectif de devenir l'hyperpuissance dominante capable d'organiser le monde suivant la norme néolibérale, y compris par la force. Cette politique impérialiste favorise l'ordre à court terme et le désordre à long terme en rendant la paix impossible. Nous faisons l'hypothèse de la nécessité pour les Etats-Unis d'être en guerre pour poursuivre un taux de croissance très supérieur à celui de l'Europe. La guerre est par excellence le moyen de consommer des quantités extravagantes de matériaux et d'énergies excédentaires.

Nos sociétés contemporaines sont imprégnées par le néolibéralisme et le militarisme. Aujourd'hui, on peut affirmer que les tenants de l'utopie néolibérale ont transgressé et inversé la maxime « Clausewitzienne ». Leur politique ne peut être désormais que la guerre continuée par d'autres moyens : création d'ennemis imaginaires, concept de guerre permanente développé par la Rand Corporation depuis 2002, exploitation de tous les antagonismes développés par le système concurrentiel, société d'hyperconsommation générant un état de manque perpétuel, destruction méthodique de tous les collectifs, émergence du militarisme comme troisième composante incontournable garantissant la stabilité du néolibéralisme.

Mais comment se présente ce néolibéralisme, nouvelle phase du capitalisme apparue en 1970 ? Ce néolibéralisme se développe dans un cadre général qui fait la part belle au militarisme, à la finance mondialisée, au dogme du marché ultra-libre et parfait et à une course sans limite pour la concentration du pouvoir. Le néolibéralisme, nouvelle forme de totalitarisme, fonctionne sur les bases suivantes :

1. *Le militarisme* assure la sécurité du capitalisme débridé. Il est le bras armé de la globalisation néolibérale. On assiste à une militarisation optimum des rapports internationaux. Le militarisme américain est considéré comme très positif par les opérateurs financiers mondiaux, car il serait un réducteur du « risque pays » et donc un facteur de stabilité pour tous les investissements effectués aux Etats-Unis. L'Europe s'est inventée l'illusion rassurante d'une ère post-historique sans guerres où un Traité Constitutionnel lui assurerait d'être un acteur global. Cette hypothèse chimérique ne peut être qu'écartée.
2. *Le monétarisme* n'est rien d'autres que la concentration du pouvoir entre les mains de quelques opérateurs financiers privés au niveau mondial qui encouragent la perpétuation de la loi du plus fort avec le soutien d'organisations dites mondiales (FMI, Banque Mondiale, OMC...). Les instruments financiers dérivés sont le symbole de l'abstraction spéculative qui renforce un plus la distance entre la finance et l'économie de production et des services. Les actionnaires et les fonds de pension ont pris le pouvoir dans les entreprises à la place des managers. La Banque Centrale Européenne n'est qu'un acteur néolibéral invisible, porteur d'une utopie, celle d'un marché autorégulateur sans projet de croissance économique pour l'Europe. Elle n'est qu'une évolution pathogène du capitalisme mondialisé.
3. *Le marché ultra-libre* n'est libre que pour les multinationales entre elles qui recherchent uniquement la maximisation de leur profit. S'il y a une baisse du taux de profit, on détruit des emplois dans un premier temps, puis dans un deuxième temps on délocalise. Dans *la société du spectacle*, Guy Debord énonçait : « Pour amener les travailleurs au statut de producteurs et de consommateurs libres du temps marchandise, la condition préalable a été l'expropriation violente de leur temps ». L'Europe est un processus, et ne doit pas devenir un produit néolibéralisé.

L'examen de ces trois composantes, montre que l'élément moteur de la mondialisation néolibéralisée, c'est la violence. Nous entrons dans une phase nouvelle de l'histoire de l'humanité. Le néolibéralisme c'est la lutte de tous contre tous, ce qui ramène tous les rapports humains à un affrontement compétitif qui désignera beaucoup de perdants et peu de gagnants.

Le néolibéralisme est un univers hyper concentré dont le pouvoir est en expansion infinie par la propension des entreprises transnationales à réaliser des alliances sub-continentales complexes de plus en plus larges dans un marché désincarné. Les entreprises multinationales se situent au-dessus des Etats-nations opérant au « niveau global ». Le néolibéralisme n'est qu'une perversion du libéralisme. Pour Adam Smith l'économie est une science morale et politique (1776), en ce sens que les considérations morales ne peuvent être disjointes des critères d'efficacité du capitalisme libéral. Adam Smith était favorable à un contrôle rigoureux des taux d'intérêt, c'est-à-dire opposé à ce que le prix de l'argent fût laissé à la libre appréciation des marchés. Adam Smith était favorable à un libre marché des biens et des services produits par les entreprises, mais dans le domaine financier, il ne souhaitait pas qu'un marché anarchique, instable et dénué de lois pu se développer. Le libre marché doit être encadré et compensé par des gouvernances fortes pour ne pas donner toute sa place à un marché ultra-libre. D'où la nécessité d'imposer même raisonnablement tous les gains de la finance internationale. Pour éviter que la spéculation non régulée déstabilise à intervalles réguliers les économies des Etats-nations. Nous sommes aujourd'hui très loin d'une économie morale aux Etats-Unis et même en Europe, car le Traité constitutionnel européen impose une politique économique de type néolibérale sans possibilité de révision simple de cette politique. En tout illogisme, l'Europe a défini dans son Traité constitutionnel une politique économique néolibérale divergente (qui accroît les inégalités) alors que le Traité de Maastricht prévoyait une politique économique de convergence. En étendant abusivement, y compris en Europe, le marché libre des produits et services à celui des capitaux, on entre dans un barnum où l'on est prêt à tout sacrifier pour le Dieu Argent, y compris les valeurs humanistes et notre raison. N'oublions jamais que ce qui anéanti les rapports humains fondateurs d'une société, ce n'est pas le manque de richesse générée, mais la trop grande dispersion autour de la moyenne de la mise à disposition de cette richesse. Vers 2080, si rien ne change, quand nous serons proches de 10 milliards d'êtres humains, cette dispersion croissante autour de la

moyenne augmentera d'autant plus la possibilité d'une explosion internationale. La mondialisation fait peser une trop forte pression sur les salaires du bas de l'échelle, dans tous les pays développés et creuse les inégalités. Il n'y a pas de fatalité à l'obligation du profit pour le profit. L'hyper concentration de la richesse de quelques-uns et la marginalisation du plus grand nombre est un péril majeur pour l'humanité.

Mais un autre péril majeur se dessine sous une autre forme et bien avant 2080. Dès 2030, plus de 25 Etats seront nucléarisés militairement et plus de 30 pays posséderont des missiles balistiques à usage militaire. Dès aujourd'hui en 2006, nous sommes dans la configuration du modèle mathématique d'Ike Jeanes, où le risque nucléaire est réel, car la probabilité d'une frappe s'emballe dès que le nombre d'entités pourvues du nucléaire militaire dépasse 10 (effets de seuil). Aujourd'hui en 2006, nous sommes proches de 15 entités pourvues du nucléaire militaire. La prolifération balistico-nucléaire devient une menace pour la survie de l'humanité. Les Etats ont l'obligation de se protéger. Plus aucun pays n'est protégé par les distances et les océans. La multiplication des vecteurs et des intervenants dans le nucléaire militaire accroît mécaniquement les risques d'une apocalypse nucléaire consécutive à un lancement accidentel ou à l'identification erronée d'un tir hostile, d'un lancement pacifique ou d'un leurre. On ne peut plus faire l'hypothèse de la paix perpétuelle et de l'inutilité d'une Missile Defense (MD) pour les USA opérationnelle depuis janvier 2005 et d'une European Missile Defense (EMD) pour l'Europe. La sécurité constitue un facteur décisif pour un développement économique harmonieux. La MD et l'EMD pourraient assurer une transition vers une paix globale en se substituant progressivement au nucléaire militaire à l'horizon 2030. Il s'agit de passer de la situation de Destruction Mutuelle Assurée (MAD) à la situation de Survie Mutuelle Assurée (MAS). Les Européens, contrairement aux Américains, n'ont pas pris en compte cognitivement que la destruction n'a pas d'autre objectif que de provoquer le nombre le plus élevé possible de victimes, que la guerre est la manifestation extrême de la compétition industrielle, et que la sécurité n'est pas un bien gratuit. Les dépenses militaires ne sont donc pas un fardeau et ne doivent être en aucun cas considérées comme un gaspillage. Ils n'ont pas compris que s'annonçait une ère nouvelle, celle où l'univers pourrait être à tout jamais libéré des armes nucléaires et cela grâce à la technologie de destruction par énergie cinétique qui pourrait renforcer le désir de paix. Sans European Missile Defense (EMD) les Européens n'ont pour vocation que de devenir la cible de substitution des Etats-Unis. L'existence d'une EMD tout en rendant crédible la politique étrangère de l'Union assurera la protection de tous les citoyens européens, tout en imprimant un nouvel élan à la recherche européenne, qui dépense à 25 quatre fois moins pour ses programmes de recherche que les Etats-Unis. Le Conseil de sécurité n'est plus le cœur de la sécurité collective. Ne laissons pas passer la petite chance de construire une Europe qui compte dans le monde. « Si [l'Europe] a des capacités et une vision, alors les Etats-Unis l'écoutent », dit Charles Kupchan, professeur à l'université Georgetown de Washington.

Le rapport sur l'utilité des guerres montre qu'un régime de paix perpétuelle provoquerait des changements civilisationnels majeurs pouvant mettre en péril la cohésion sociale de nos sociétés contemporaines tant il serait difficile de trouver des substituts aux fonctions des guerres. On peut facilement identifier les fonctions visibles de la guerre : défendre le pays contre une agression extérieure, projeter des forces sur un théâtre extérieur et dissuader tout adversaire potentiel d'attaquer le sanctuaire national. Au-delà de ces fonctions visibles, il y a les fonctions invisibles qui font de la guerre ou de sa préparation « *la force dominante de nos sociétés* ». En premier lieu, la fonction la plus importante des fonctions invisibles est implicitement la fonction économique. Sur ce plan, l'étude souligne d'abord « *l'utilité sociale manifeste du gaspillage militaire* », c'est-à-dire de la destruction pure et simple de ressources. Dans des sociétés « *comme celles qui ont acquis la possibilité de produire plus qu'il n'est indispensable à leur survie économique, les dépenses militaires peuvent être considérées comme le seul volant de sécurité pourvu d'une inertie suffisante pour stabiliser les progrès de leurs économies* ». Le fait que la guerre soit un « *gaspillage* » est précisément ce qui la rend susceptible de remplir ces fonctions. Et « *plus vite l'économie accomplit des progrès, plus lourd doit être ce volant de secours* »³⁰. Le niveau des dépenses militaires doit être proportionné à la richesse nationale. Le militarisme reste la composante incontournable du néolibéralisme globalisé, celui de la finance, des marchés toujours plus libres et une concurrence exacerbée. La suprématie économique américaine repose sur un équilibre entre l'Etat et le marché, ainsi que sur la suprématie militaire. Ces cinq dernières années, les Etats-Unis ont consenti pour leur défense un effort colossal. Ils auront porté leur budget militaire de 300milliard de dollars en 2001 à 430 en 2006. Or cet

³⁰ John Kenneth Galbraith, *La paix indésirable ?*, op. cit. pp. 89 – 94.

investissement massif ne s'est pas traduit par une ponction abusive sur l'économie. Au contraire, ses dépenses militaires, ont alimenté la croissance. Le déficit budgétaire n'a jamais été aussi faible (3%), et le taux de croissance n'a jamais été aussi fort (4,5%). Leur déficit commercial reste raisonnable (600 milliards de dollars), car il permet aussi de créer des emplois dans des pays comme la Chine. Néanmoins, ne cessons pas d'exercer une précieuse critique sur le néolibéralisme victorieux et éblouissant qui tend à tout organiser selon des critères mercantiles à courte vue. Le néolibéralisme n'est pas le dépositaire d'un destin planétaire, ni un artisan de l'émancipation universelle.

Nous avons tous le désir infini de paix mais la puissance militaire, au service du pouvoir politique, renforce les désirs d'expansion et de prédation illimités. Le néolibéralisme aliène les individus dans une compétition illimitée en les plongeant dans la violence réciproque et vers une paix indésirable. L'autolimitation individuelle et collective reste la condition de base pour construire une société plus libre, plus holiste et enfin tournée vers le désir de paix. Le monde a besoin de davantage de coopération pour vivre en paix, et la mondialisation ne peut-être réduite à la concurrence sauvage néolibéralisée au seul profit du capital.

Soyons des hommes et des femmes de conscience planétaire, n'acceptons pas de vivre dans une démocratie européenne plus soucieuse de sa dimension économique et financière que de sa dimension sociale et sécuritaire. N'hésitons pas à « refaire le monde » et participons à la survie de l'humanité par le déploiement d'une European Missile Defense (EMD) !

* *

*